

POLICY BRIEF

Economie informelle au Burundi : quelles politiques pour la formalisation?



Burundi, Mai 2025

i. Résumé

Cette policy brief est le résultat d'une enquête menée dans le cadre du projet « renforcer les Think tanks d'Afrique centrale pour lutter contre les inégalités, l'informalité et promouvoir une croissance inclusive dans la CEEAC ».

Cette enquête avait l'objectif d'analyser les questions en rapport avec l'informalité, les inégalités et la croissance inclusive en Afrique centrale en général et en particulier au Burundi. Toutefois, il a été rendu nécessaire de rédiger deux policy briefs séparées sur les trois thématiques de recherche.

Cette policy brief se focalise uniquement sur l'informalité au Burundi. Il a été remarqué que l'économie burundaise est dominée par le secteur informel.

L'enquête repose sur une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Une enquête représentative a été menée auprès de 75 répondants âgés de 15 ans et plus, répartis dans quatre villes burundaises (Bujumbura, Kayanza, Gitega et Ngozi). Les données ont été collectées à l'aide de questionnaires structurés et d'analyses de focus groups, permettant d'explorer les conditions de travail, les motivations des travailleurs informels et les obstacles à la formalisation.

Les résultats révèlent une économie dominée par le secteur informel, où 76 % des travailleurs opèrent sans protection sociale ni accès à des emplois formels. Cette informalité est principalement motivée par le manque d'opportunités dans le secteur formel (64 % des répondants) et la flexibilité offerte par l'informalité (36 %).

Malgré ces défis, l'étude identifie des opportunités pour transformer l'économie informelle en une économie formelle et inclusive. Par exemple, 80 % des répondants estiment que le secteur informel contribue de manière significative à l'économie nationale, notamment par la création d'emplois et le soutien aux ménages.

Les principales recommandations sont bien que le Burundi soit toujours caractérisé par la prépondérance d'une économie informelle, il a été constaté qu'il y avait moyen d'adopter des politiques publiques qui feraient la promotion des programmes de microfinancement adaptés aux besoins des travailleurs informels et des femmes entrepreneuses pour soutenir leurs activités et faciliter leur transition vers le secteur formel.

En outre, il y aurait moyen d'encourager la formation de coopératives de crédit qui offrent des conditions favorables aux travailleurs et qui facilitent l'accès aux ressources financières, mais aussi des initiatives ciblées d'entrepreneuriat féminin, incluant des programmes de financement, de formation et d'accès aux marchés.

ii. Table des matières

i. Résumé.....	1
ii. Table des matières.....	3
iii. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	4
0. Introduction.....	5
1. Approche méthodologique	7
2. Résultats de l'enquête sur l'informalité	9
2.1. Le poids de l'informalité au Burundi	9
2.2. Les raisons de travailler dans le secteur informel	9
2.3. Les obstacles à l'emploi formel.....	11
2.4. L'apport du secteur informel à l'économie	12
2.5. Les perspectives de transition du secteur informel vers le formel	13
3. Conclusion.....	14
4. Recommandations pour assurer la transition du secteur informel au formel	15
REFERENCES ET BIBLIOGRAPHIE	17

iii. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- **ADB** : Agence de Développement du Burundi
- **AFD** : Agende française de développement
- **BIT** : Bureau international du travail
- **CDE** : Centre For Development and Entreprises
- **CEEAC** : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
- **ECVMB** : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi
- **INSBU** : Institut National de la Statistique du Burundi
- **ISTEEBU** : Institut des Statistiques et d'Etudes Économiques du Burundi
- **OBR** : Office Burundais des Recettes
- **PAM** : Programme alimentaire mondial
- **PIB** : Produit intérieur brut
- **PNUD** : Programme des Nations - Unies pour le Développement
- **RGPH** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
- **RGPHAE** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
- **VCDA** : Virtual Capacity Development Academy
- **ZLECAF** : Zone de Libre - Échange Continentale Africaine

0. Introduction

Le Centre for Development and Entreprises Great Lakes (CDE Great Lakes) est un think tank créé au Burundi en 2017. Il réunit des hommes et des femmes ayant foi dans la liberté économique. Sa vision est une société où le marché libre, l'État de droit et le droit de propriété privée offrent à chaque burundais des opportunités d'épanouissement socio – économique.

Sa mission est la réduction des obstacles à la prospérité et aux opportunités selon les principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Depuis septembre 2024, le CDE exécute sur financement de la Fondation Denis et Lenora Foretia un projet intitulé : " *Renforcer les capacités des groupes de réflexion d'Afrique centrale pour lutter contre les inégalités et l'informalité et promouvoir une croissance économique inclusive dans la région de la CEEAC*".

L'enquête dont est extrait les résultats de cette policy brief a été réalisé dans tous les pays de la CEEAC. En effet, ces pays restent caractérisés par une économie informelle, des inégalités socio - économiques criantes et de faibles performances économiques. D'où les questionnements sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour transformer l'économie de ces pays et tendre vers plus de réformes économiques mettant un accent particulier sur la lutte contre les inégalités et la recherche du développement inclusif qui ne laisse personne de côté.

Le Burundi, pays à cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique orientale, avec sa superficie de 27.834 km², a une population de 12.332.788 habitants dont 5.901.069 hommes (47,8%) et 6.431.719 femmes (52,2%) répartis selon le milieu de résidence à hauteur de 24,5% pour le milieu urbain et 74,6% pour le milieu rural.

En 2021, en termes de répartition de la main d'œuvre, 85,14% étaient dans l'agriculture, 3,14% dans l'industrie et 11,72% dans le secteur tertiaire.

Dans le domaine de l'emploi, le Burundi fait face à une prépondérance de l'emploi informel car environ 90,7% des actifs sont occupés dans le secteur informel avec une proportion légèrement plus élevée de femmes (56,3 %) par rapport aux hommes.

Au Burundi, le secteur informel est d'une grande importance économique car il contribue à plus de 77% du Produit intérieur brut (PIB). Par ailleurs, l'accès à la protection sociale reste limité, avec seulement 4,7 % de la population en âge de travailler couverte par des prestations de vieillesse et des assurances contre les risques professionnels.

Ces chiffres illustrent la nécessité de politiques visant à formaliser le secteur informel, à améliorer les conditions de travail et à étendre la couverture de la protection sociale pour une large part de la population burundaise.

1. Approche méthodologique

L'objectif principal de cette enquête est d'analyser les questions en rapport avec l'informalité au Burundi.

Les objectifs spécifiques de cette recherche sont entre autres :

- ✧ Comprendre les raisons qui poussent les agents économiques à vouloir travailler uniquement dans le secteur informel
- ✧ Identifier les actions à mener pour transformer le secteur informel en secteur formel.

Pour bien mener cette enquête, nous avons fait recours à la fois aux données primaires et secondaires. Premièrement, nous avons fait recours à l'analyse documentaire. Pour cela, nous avons consulté les ouvrages, les rapports des institutions financières internationales comme la banque mondiale et la Banque africaine de développement ainsi que les publications scientifiques (ouvrages et articles) sur les thématiques concernées par notre recherche.

Deuxièmement, comme outils de collecte de données, nous avons privilégié le questionnaire d'enquête et les focus groups. En effet, la recherche en question était à la fois qualitative et quantitative. Pour le côté quantitatif, le questionnaire utilisé était le même que celui qui a été utilisé dans les autres pays couverts par cette enquête régionale.

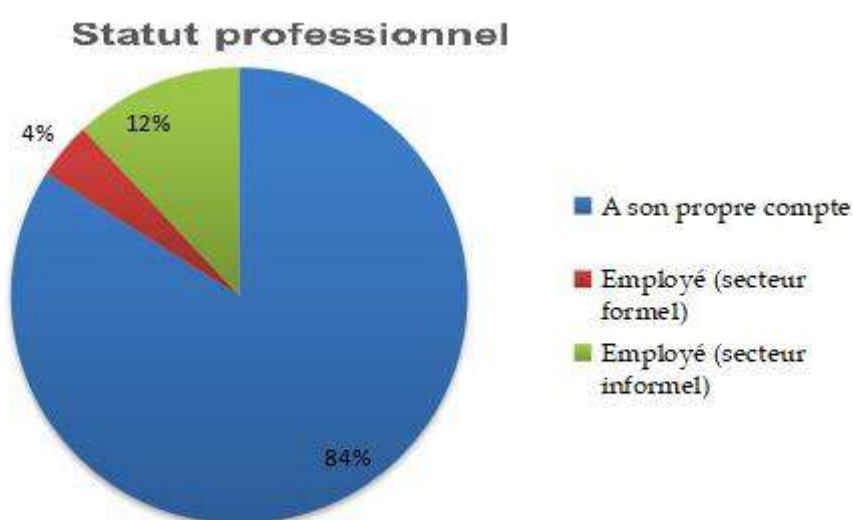
Le questionnaire a été adressé aux individus qui étaient susceptibles de nous apporter des informations pertinentes pour notre recherche. Ces derniers étaient différents par l'âge, le genre, le lieu de résidence, la formation et la catégorie sociale. Notre enquête s'est déroulée dans quatre (4) centres urbains de Bujumbura, Kayanza, Ngozi et Gitega. Notre enquête a concerné 75 personnes choisies de manière équilibrée avec un focus sur les critères suivants : le nom, la province d'origine, le niveau d'étude, la résidence actuelle, l'Etat matrimonial, l'occupation d'avant, l'occupation actuelle, leurs perceptions par rapport à l'activité commerciale de rue, le revenu et son affectation, les motivations qui les encouragent à investir dans le commerce, les difficultés rencontrées dans cette activité commerciale ainsi que les perspectives qui pourraient être envisagées au niveau

légal et politique pour transformer le secteur informel en secteur formel pour une croissance inclusive et durable.

2. Résultats de l'enquête sur l'informalité

2.1. Le poids de l'informalité au Burundi

Les données recueillies auprès de 75 commerçants ambulants ont montré que la plupart des répondants (84 %) travaillent à leur propre compte, révélant ainsi une forte culture d'auto-emploi. Seulement 4 % occupent des postes dans le secteur formel.



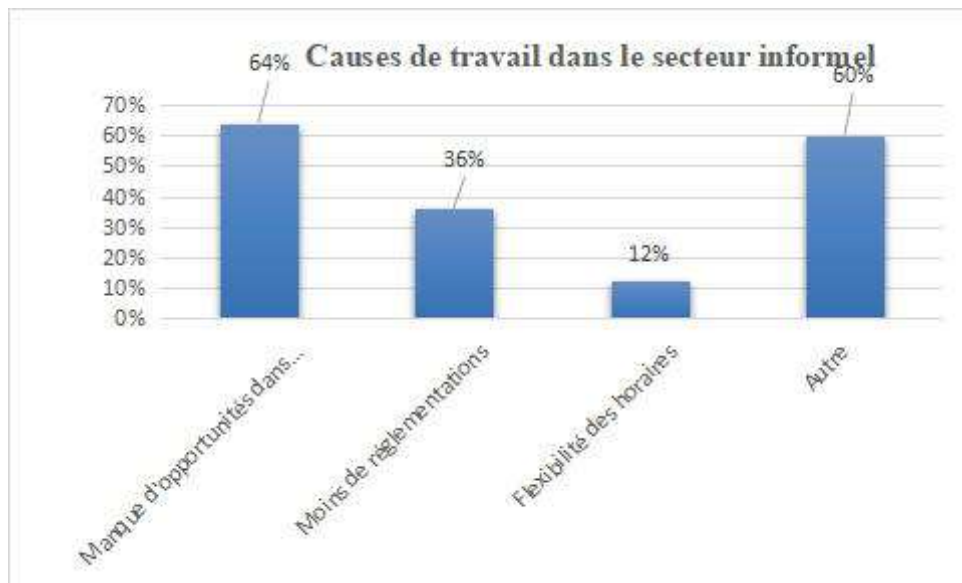
De l'autre côté, le taux d'emploi parmi les répondants est faible. Seulement 24 % des répondants occupent un emploi formel tandis que 76 % des répondants n'ont pas accès à l'emploi formel, ce qui signifie une forte dépendance au secteur informel. Or, la principale caractéristique du secteur informel est la précarité des conditions de travail et une absence de protection sociale.

L'enquête a permis de comprendre les raisons qui poussent les gens à travailler dans le secteur informel.

2.2. Les raisons de travailler dans le secteur informel

Les principales raisons à travailler dans le secteur informel autrement dit les motivations derrière le choix du secteur informel et ses implications sont en rapport avec les conditions de travail.

Graphique : Raisons de travailler dans l'informalité



La majorité significative des répondants (64%) citent le manque d'opportunités dans le secteur formel comme la principale raison.

Les 36% des participants évoquent la présence de moins de réglementations dans le secteur informel. Seuls 12% de répondants mentionnent la flexibilité des horaires comme une raison de travailler dans le secteur informel.

Enfin, 60% de répondants indiquent d'autres raisons, ce qui peut inclure des motivations variées telles que des facteurs socio-économiques ou des choix de style de vie.

En somme, les raisons qui poussent les travailleurs vers le secteur informel révèlent des défis importants liés à l'accès aux emplois formels.

De manière générale, les données de l'enquête dans les quatre provinces révèlent plusieurs raisons clés qui poussent les individus à travailler dans le secteur informel. Il s'agit entre autres du :

- **Manque d'opportunités d'emploi formels** : Le faible taux d'emploi formel (24 %) souligne un manque d'opportunités d'emploi dans le secteur organisé. Les participants ont mentionné qu'il était souvent difficile de trouver un emploi stable et rémunérateur.
- **Barrières financières (coûts d'entrée élevés)** : De nombreux répondants ont indiqué que les frais d'enregistrement et les exigences bureaucratiques pour formaliser une activité commerciale ou créer purement sa propre société étaient prohibitifs, ce qui les pousse à rester dans l'informel. On notera que dans le budget de l'Etat (2024 – 2025) a revu à la hausse les frais liés à la création d'une entreprise passant de 40.000 francs burundais à 200.000 francs burundais soit une hausse de 500%.
- **Flexibilité et autonomie** : le secteur informel offre souvent plus de flexibilité en termes d'horaires de travail, ce qui est particulièrement apprécié par ceux qui ont des responsabilités familiales. Beaucoup ont exprimé un désir de travailler selon leur propre emploi du temps.
- **Absence de connaissance des avantages du secteur formel (Manque d'Information)** : les discussions ont révélé une méconnaissance des bénéfices potentiels liés à la formalisation tels que la sécurité de l'emploi, l'accès à des soins de santé et des prestations sociales. Cela a renforcé la tendance à rester dans le secteur informel.

Nous avons cherché à comprendre les obstacles à l'emploi formel.

2.3. Les obstacles à l'emploi formel

L'enquête a identifié deux principaux obstacles à l'emploi formel. Il s'agit de manque de capitaux et de l'inefficacité des politiques gouvernementales de promotion de l'emploi.

Premièrement, le manque de capitaux (84 %) a été identifié comme un obstacle majeur à la transition vers l'emploi formel. Cela souligne une nécessité pressante d'accès aux financements afin d'aider ces travailleurs du secteur informel à formaliser leurs activités.

Deuxièmement, les répondants ont pointé du doigt l'inefficacité des politiques gouvernementales de promotion de l'emploi formel (88 %). D'où la nécessité de réformer ces politiques afin d'améliorer leur efficacité et de renforcer le soutien aux travailleurs informels.

2.4. L'apport du secteur informel à l'économie

80 % des répondants estiment que le secteur informel contribue de manière significative à l'économie nationale. Cette contribution se manifeste entre autres par :

- **La création d'emplois** : le secteur informel joue un rôle crucial dans la création d'emplois, en particulier dans les zones où le secteur formel est limité. Il offre des opportunités de travail aux personnes qui n'ont pas accès aux emplois formels.
- **La flexibilité économique** : Les entreprises informelles peuvent s'adapter rapidement aux changements de la demande, ce qui leur permet de répondre efficacement aux besoins locaux et de contribuer à la résilience économique.
- **Le soutien aux ménages** : de nombreux travailleurs du secteur informel soutiennent leurs familles grâce à leurs revenus, ce qui contribue à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie.
- **Le dynamisme local** : les entreprises informelles stimulent l'économie locale en créant des marchés et en favorisant la circulation de l'argent au sein des communautés.
- **L'innovation entrepreneuriale** : le secteur informel est souvent un terrain fertile pour l'innovation et l'entrepreneuriat, permettant aux individus de tester de nouvelles idées et de développer des produits ou services adaptés aux besoins locaux.
- **Les contributions fiscales indirectes** : bien que le secteur informel ne contribue pas directement aux recettes fiscales de l'État, il génère des activités économiques qui peuvent bénéficier aux commerces locaux et à l'économie en général.

En définitive, la perception positive de la contribution du secteur informel à l'économie nationale souligne son importance et son rôle vital dans le soutien à l'emploi et à l'activité économique. Reconnaître et valoriser ce secteur peut aider à formuler des politiques qui favorisent son intégration dans l'économie formelle, tout en soutenant les travailleurs et les entrepreneurs qui en font partie.

Par ailleurs, les travailleurs du secteur informel ont accès aux services. En effet, 96 % des répondants ont affirmé avoir accès aux soins de santé et à l'éducation. C'est pourquoi, il faudrait maintenir et améliorer ces services, surtout dans un contexte où 76 % des répondants jugent leurs conditions de travail mauvaises. L'accès à des services de qualité est fondamental pour le développement économique et social.

2.5. Les perspectives de transition du secteur informel vers le formel

Pour passer de l'informel au formel, plusieurs stratégies ont été proposées entre autres :

- **L'accès au financement** : les participants ont souligné la nécessité d'un meilleur accès au crédit et aux subventions pour faciliter la transition. Il s'agirait par exemple de renforcer les programmes ou les institutions de micro – crédit afin qu'elles aident à mettre en place des programmes de microcrédit susceptibles d'aider les travailleurs informels à surmonter les barrières financières initiales.
- **La sensibilisation et la formation** : Les répondants ont suggéré d'organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les travailleurs du secteur informel des avantages de la formalisation et des étapes nécessaires pour y parvenir. Il s'agit aussi d'offrir des formations adaptées aux besoins du marché en vue d'aider les travailleurs du secteur informel à acquérir des compétences recherchées et à augmenter leur employabilité dans le secteur formel.
- **La simplification des procédures administratives** : Les répondants ont exprimé le besoin de simplifier les procédures d'enregistrement des sociétés et de formalisation des affaires en réduisant par conséquent les frais liés à la création d'une société.
- **Soutien Institutionnel (Rôle des Autorités Locales)** : Les participants ont également suggéré l'importance du soutien actif des autorités locales en vue de les encourager et les accompagner dans leur transition vers le secteur formel.

3. Conclusion

L'enquête a été menée dans le cadre du projet « Renforcer les Think tanks d'Afrique centrale pour lutter contre les inégalités, l'informalité et promouvoir une croissance inclusive dans la CEEAC », a révélé des défis structurels majeurs au Burundi, notamment la prédominance de l'économie informelle, les inégalités socio-économiques et une croissance peu inclusive.

Les résultats de l'enquête, basée sur une approche mixte (quantitative et qualitative), montrent que 76 % des travailleurs opèrent dans le secteur informel, sans protection sociale ni accès à des emplois formels. Cette informalité est principalement motivée par le manque d'opportunités dans le secteur formel (64 % des répondants) et la flexibilité offerte par l'informalité (36 %).

Pour assurer la transition du secteur informel vers le secteur formel, des politiques publiques ciblées sont nécessaires telles que la promotion de programmes de microfinance, la simplification des procédures administratives et le renforcement des initiatives d'entrepreneuriat féminin.

En intégrant ces mesures dans les politiques publiques, avec une approche holistique, le Burundi et les autres pays d'Afrique centrale pourraient progresser vers une société plus équitable, prospère et résiliente.

4. Recommandations pour assurer la transition du secteur informel au formel

Pour améliorer l'emploi et faciliter la transition du travail informel au travail formel, il paraît essentiel

✧ **Premièrement, au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique de :**

■ Améliorer les Conditions de Travail

- ❖ Mettre en place des réglementations robustes pour protéger les travailleurs, notamment dans le secteur informel, en garantissant des conditions de travail sûres et dignes.
- ❖ Élaborer des programmes qui permettent aux travailleurs informels d'accéder à une protection sociale, incluant l'assurance maladie, les congés de maternité et les pensions. C'est à dire accès à la Protection Sociale

■ Renforcer le Dialogue Social

- ❖ Partenariats avec les Acteurs Sociaux : Encourager un dialogue entre le gouvernement, les syndicats et les organisations de la société civile pour aborder les questions liées à l'informalité, aux inégalités et à la croissance inclusive.
- ❖ Consultations Régulières : Mettre en place des consultations régulières pour recueillir les avis des travailleurs sur les politiques qui les concernent.

■ Renforcer la Protection des Droits des Travailleurs

- ❖ Mettre en œuvre et faire respecter des lois du travail qui protègent tous les travailleurs, y compris ceux du secteur informel, contre l'exploitation et les abus.
 - ❖ Établir des mécanismes accessibles pour signaler les violations des droits du travail, garantissant la protection et le soutien des travailleurs qui se manifestent.
- ✧ **Deuxièmement, au Ministère de l'Education Nationale et de la recherche Scientifique**

■ Investir dans l'Éducation et la Formation

- ❖ Développer des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes et des travailleurs informels pour améliorer leurs compétences et leur employabilité.
- ❖ Promouvoir l'éducation financière pour aider les travailleurs, en particulier les femmes, à mieux gérer leurs revenus et à accéder aux ressources financières.

✧ Troisièmement, au Ministère du Développement Communautaire

■ Améliorer l'Accès au Crédit et aux Financements

- ❖ Promouvoir des programmes de micro financement adaptés aux besoins des travailleurs informels et des femmes entrepreneuses pour soutenir leurs activités et leur développement.
- ❖ Encourager la formation de coopératives de crédit qui offrent des conditions favorables aux travailleurs, facilitant l'accès aux ressources financières.

REFERENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Afrcan development bank Group, 2019. Burundi Economic Outlook
- Communiqué de presse du 11 mai 2021 « Le poids du secteur informel pourrait freiner la reprise post -COVID dans les économies en développement. Consulté sur le site : <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2021/05/11/widespread-informality-likely-to-slow-recovery-from-covid-19-in-developing-economies>
- INSBU, EICVMB 2019
- INSBU, 2023. Indicateurs du développement humain durable, année 2021, Bujumbura
- Irankunda, C., 2024. Le secteur informel au Burundi. Cas du commerce ambulant en Mairie de Bujumbura de 2013 – 2023, Université du Burundi, Faculté des lettres et sciences humaines, Bujumbura
- Jacquemont, P., Economie politique de l'Afrique Contemporaine, Paris, Armand Colin, 2013
- PYT DOUMA - SEBEREGE, P-C. 2021. Etude sur le secteur informel au Burundi. Etude basée sur une enquête menée du 1 au 10 février 2021 dans les provinces de Bujumbura Mairie, Ngozi, Gitega et Makamba
- République du Burundi, Décret n°100/032 du 27 mars 2025 portant publication des résultats préliminaires du recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage au Burundi, édition 2024 (RGPHAE, 2024)
- VCDA, Rapport pays 2024 - Burundi





THINK TANK

**CENTRE FOR
DEVELOPMENT
AND ENTERPRISES
GREAT LAKES**



CDE Great Lakes

www.centrefordevelopmentgreatlakes.org